

Israël : pourquoi les Etats doivent interdire les produits des colonies

7 juin 2017

Notre organisation appelle les Etats du monde entier à interdire l'entrée sur leurs marchés de biens provenant des colonies et à empêcher les sociétés domiciliées sur leur territoire d'avoir des activités dans les colonies ou de commercialiser les biens qui en proviennent. Explications.

Des biens d'une valeur de centaines de millions de dollars fabriqués dans les colonies israéliennes construites sur des terres palestiniennes occupées sont exportés chaque année. Au fil des ans, des entreprises israéliennes et internationales ont également permis et facilité la construction des colonies et leur expansion.

Notre organisation demande l'interdiction au niveau international les produits provenant des colonies, imposer un embargo total sur les armes à destination d'[Israël](#) et des groupes armés palestiniens et mettre un terme à l'impunité pour les crimes commis pendant des décennies, notamment au moyen d'enquêtes sérieuses menées par la Cour pénale internationale.

Condamner n'est plus suffisant

Le monde reste silencieux depuis des décennies pendant qu'Israël détruit les habitations des Palestiniens et pille leurs terres et leurs ressources naturelles et en tire profit. Alors que l'économie palestinienne est paralysée par 50 ans de politiques abusives, une entreprise prospère de colonisation rapportant des millions de dollars s'est construite à partir de l'oppression systématique de la population palestinienne.

Au bout de cinquante ans, il n'est pas suffisant de simplement condamner l'expansion des colonies. Il est temps que les États prennent des mesures concrètes pour mettre fin au financement des colonies qui constituent des violations flagrantes du droit international et des crimes de guerre.

[Découvrir le dossier : Israël, Palestine, 50 ans de conflit](#)

Stopper le déplacement forcé

Des dizaines de milliers d'habitations et de biens palestiniens ont été démolis par Israël et des centaines de milliers de Palestiniens ont été déplacés de force ; de nombreuses familles ont été chassées de leur domicile ou de leur terre pour dégager des zones sur lesquelles des colonies ont été construites. Au moins

100 000 hectares de terres palestiniennes ont été affectés à l'usage exclusif des colonies.
Rééquilibrer les ressources

Israël a aussi pris illégalement le contrôle de ressources naturelles palestiniennes, par exemple l'eau, des terres agricoles fertiles, des carrières de pierres et des minéraux, qui ont été détournées au profit des entreprises installées dans les colonies en vue de produire des denrées agricoles, des matériaux de construction et des produits manufacturés qui sont souvent exportés. En même temps, Israël a imposé des restrictions arbitraires qui empêchent les Palestiniens d'accéder à leur eau, à leurs terres et à leurs ressources et de les exploiter, restreignent leur développement économique et violent leurs droits économiques et sociaux.

Dans toute la Cisjordanie, les infrastructures des colonies, notamment les routes « réservées aux colons », divisent des villes et des villages palestiniens et limitent considérablement la capacité des Palestiniens de circuler librement. Israël maintient également un blocus aérien, maritime et terrestre illégal de la bande de Gaza depuis près de 10 ans, enfermant deux millions de personnes dans une zone dont la superficie équivaut à un peu moins de la moitié de celle de la ville de New York.

Reconsidérer la tragédie palestinienne

L'une des tragédies de 50 années d'atteintes incessantes aux droits humains liées à l'occupation est le fait que le monde s'est habitué à l'ampleur alarmante de l'oppression et de l'humiliation à laquelle les Palestiniens sont exposés quotidiennement dans les territoires occupés.

Comment les États peuvent-ils continuer à autoriser un soutien financier à une politique de colonisation cruelle, discriminatoire et criminelle par nature qui permet à des colons israéliens de vivre sur des terres volées dans des maisons dotées de pelouses irriguées et de piscines alors que les Palestiniens qui vivent à leur porte sont privés d'accès à une quantité suffisante d'eau ou d'électricité pour couvrir leurs besoins de base ?

[Lire aussi : 50 ans de spoliations](#)

Ne plus se rendre complices

Les États qui continuent à aider les colonies à prospérer économiquement enfreignent de manière flagrante leurs obligations internationales et remettent en cause les politiques qu'ils se sont engagés à soutenir. Les États sont tenus par le droit international de veiller à ce que leurs actions et celles de leurs ressortissants ne reconnaissent ni ne favorisent des situations ou des actes illégaux.

En interdisant les produits provenant des colonies et en mettant en place des lois et règlements qui empêchent les entreprises d'avoir des activités dans les colonies israéliennes, les gouvernements du monde entier ont la possibilité d'améliorer la vie de millions de Palestiniens qui subissent depuis des décennies l'injustice, l'indignité et la discrimination.

Tous les États ont clairement l'obligation de veiller au respect du droit international humanitaire. Ils ne doivent pas reconnaître ni favoriser de quelque manière que ce soit la situation illégale créée par la politique israélienne de colonisation et, en fait, ils doivent user de leur influence pour mettre un terme à ces violations.

Le monde est témoin du bilan terrible de 50 ans d'ignorance des violations flagrantes des droits humains et d'extension incessante des colonies illégales. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que les États prennent des mesures efficaces pour mettre un terme à ces violations et y remédier .

Lire aussi : [Amnesty International](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici : Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Israel-pourquoi-les-Etats-doivent-interdire-les-produits-des-colonies>